REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

CABINET DU PREMIER MINISTRE
CHEF DU GOUVERNEMENT

CEREMONIE D'OUVERTURE DU DIALOGUE CONTINENTAL SUR L'AVENIR DEMOGRAPHIQUE

DISCOURS DE

S.E.M. ROBERT BEUGRE MAMBE

PREMIER MINISTRE
CHEF DU GOUVERNEMENT

Abidjan, le 04 novembre 2026

Monsieur le Président du Conseil Économique, Social, Environnemental et Culturel ;

Monsieur l'Inspecteur Général d'Etat ;

Madame la Secrétaire Générale Adjointe des Nations Unies ;

Monsieur le Ministre du Plan et du Développement de Côte d'Ivoire ;

Mesdames et Messieurs les ministres, membres du gouvernement ivoirien ;

Mesdames et Messieurs les ministres, chefs de délégation des pays amis ;

Excellences, Mesdames et Messieurs les ambassadeurs, chefs des missions diplomatiques accréditées en Côte d'Ivoire ;

Mesdames et Messieurs les représentants des institutions techniques et financières internationales ;

Honorables membres des délégations des Nations Unies ;

Monsieur le représentant de l'Union Africaine ;

Monsieur le représentant du maire de la commune du Plateau ;

Mesdames et Messieurs les élus ;

Honorables invités ;

Chers amis de la presse ;

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un très grand honneur de prendre la parole ce matin à l'occasion de la présente cérémonie d'ouverture du dialogue continental sur l'avenir démographique de l'Afrique. Au nom du gouvernement, au nom de Son Excellence, Monsieur Alassane Ouattara, Président de la République, je souhaite la bienvenue à Abidjan à toutes les délégations venues de pays frères et amis. Akwaba !

Chers frères et sœurs,

Votre présence donne à cette rencontre une portée véritablement continentale et traduit une conviction partagée, à savoir que l'avenir de nos populations doit être au cœur des décisions qui engagent l'Afrique. Je voudrais remercier la Commission de l'Union Africaine, le Fonds des Nations Unies pour la population

et la Banque Africaine de Développement, ainsi que tous les partenaires mobilisés pour la préparation de ce grand dialogue.

J'adresse également mes félicitations aux équipes ivoiriennes qui ont travaillé à son organisation, sous l'autorité de notre dynamique Ministre du Plan et du Développement, le Dr Diarrassouba. Leur engagement permet à Abidjan d'accueillir ces échanges dans un esprit d'ouverture et de fraternité.

Distingués participants,

Le thème de nos travaux invite à regarder les changements démographiques avec beaucoup de lucidité et confiance.

En effet, l'Afrique est au cœur d'une transformation qui pèsera sur l'équilibre du monde d'ici à 2050, mes prédécesseurs l'ont dit, l'Afrique devrait représenter plus du quart de la population du monde. Et abriter la population active la plus nombreuse et la plus jeune. La jeunesse, l'urbanisation rapide, les mobilités et l'évolution des familles coexistent avec la baisse de la fécondité dans certains pays et la hausse de l'espérance de vie dans d'autres pays.

Il revient, selon la Banque mondiale, que le nombre d'Africains âgés de 60 ans et plus, pourrait passer de 74 millions en 2020 à 235 millions en 2050. Ces évolutions ouvrent une possibilité immense, mais elle nous impose aussi une responsabilité immédiate, à savoir faire en sorte que la croissance de la population s'accompagne d'une progression réelle des droits, des compétences, de la santé et de la possibilité de travail. Nous devons donc préparer l'avenir sans opposer les générations ni réduire la démographie à une question réservée aux seuls démographes.

La démographie concerne l'école où l'enfant doit apprendre, le centre de santé où une mère reçoit des soins, la formation qui prépare un jeune à un métier, le logement, les transports, l'emploi et la solidarité entre les générations. Ici, en Afrique, les doyens (ceux qui sont âgés) ne sont pas une charge, c'est une bénédiction. Elle concerne la capacité de l'Etat à répondre aux aspirations de chacun.

La jeunesse africaine ne devient pas automatiquement un dividende. Elle le devient lorsque chaque enfant peut apprendre, lorsque les jeunes acquièrent des

compétences utiles. C'est pourquoi, d'ailleurs, le système éducatif doit s'adapter aux changements qui sont en cours dans le domaine de la qualification et dans le domaine des compétences recherchées par les entreprises, lorsque les femmes disposent pleinement de leurs droits et que celles-ci participent à la vie économique, et lorsque les économies créent des emplois productifs. Quand on fait le paysage des domaines à fort potentiel d'emploi, l'agriculture vient en tête, le numérique vient après, les services suivent et l'industrie galope à grand galop pour rattraper les deux autres. Voici nos champs d'action que nous devons explorer. Elle le devient aussi lorsque nos systèmes de santé protègent les personnes, lorsque nos villes offrent des services essentiels et lorsque les territoires ruraux disposent de moyens pour valoriser leurs talents.

Notre action doit s'appuyer sur des choix éclairés, des données fiables, des recensements des registres d'Etats civils et des projections régulièrement actualisées permettant de voir où les besoins augmentent et quels investissements il faut préparer. La prospective démographique doit éclairer les budgets. Les politiques de l'emploi doivent aussi éclairer l'éducation, la santé, la protection sociale, l'aménagement du territoire et les décisions d'investissement. C'est ainsi que nous passerons de la connaissance des tendances à la capacité d'agir. Cette planification doit demeurer fondée sur les droits, l'égalité entre les femmes et les hommes et l'autonomie des personnes.

Elle doit aussi tenir compte des effets du changement climatique, des déplacements, des transformations technologiques et des contraintes de financement. La résilience démographique consiste à préparer nos institutions et nos sociétés à ces évolutions tout en protégeant la dignité de chaque personne.

Distingués participants,

La Côte d'Ivoire accueille ce dialogue avec la conviction que les politiques publiques doivent partir des réalités humaines et territoriales. Sous la haute direction de son Excellence M. Alassane Ouattara, Président de la République, notre pays poursuit une ambition de transformation qui place le développement du capital humain et l'amélioration des conditions de vie au cœur de l'action publique.

Le Plan national de développement 2026-2030 renforce le cadre mis en place à cet effet. Il appelle à mieux relier la planification économique aux besoins des populations, à renforcer la coordination entre les administrations et à orienter l'investissement public vers les priorités que révèlent les données.

L'action de l'Etat doit se mesurer au progrès concret dans la vie des familles dans toutes les régions du pays. Nous voulons que les jeunes accèdent à une formation adaptée et à un emploi digne, que les femmes puissent poursuivre leurs projets et participer pleinement à la prospérité nationale, que les enfants grandissent en bonne santé, que les personnes âgées vivent dans la sécurité et la considération. Et que les habitants des villes, comme ceux des campagnes, bénéficient des services essentiels. Ces objectifs exigent une continuité de l'effort, une gestion rigoureuse des ressources et une mobilisation de tous les acteurs.

À l'échelle du continent, aucun pays ne peut relever seul tous ces défis, car nos peuples sont entremêlés. Nous avons besoin de coopération entre Etats, d'institutions africaines fortes, de partenariats équilibrés avec les organisations internationales et d'une contribution accrue du secteur privé.

Nous avons besoin des chercheurs. Nous avons besoin de la société civile. Nous avons aussi besoin de partager les solutions qui fonctionnent, d'adapter les expériences aux réalités de chaque pays.

C'est pourquoi il faut aller dans chaque pays tirer du fond des tiroirs les expériences qui ont eu du succès. Nous devons mobiliser des financements au bénéfice des investissements à long terme et à taux réduit, pour ne pas dire concessionnaire.

Je souhaite que les travaux de ces deux journées nous aident à mieux intégrer les tendances démographiques dans les décisions économiques, renforcer les systèmes de données et la prospective, faire progresser le capital humain et l'emploi. Et établir des partenariats assortis des priorités très claires. Les panels, les échanges avec la jeunesse et les forums sur l'intelligence démographique devront nourrir des propositions à nos gouvernements et à nos institutions.

Distingués participants,

L’avenir démographique de l'Afrique n'est pas une promesse à remettre à plus tard. Il se construit dès aujourd'hui dans nos choix budgétaires, dans nos écoles et nos centres de santé, dans les opportunités offertes aux femmes, dans les emplois créés et dans la capacité de nos institutions à anticiper. C'est par la volonté politique et par l'action collective que nous transformerons cette dynamique en prospérité, en résilience et en inclusion.

Je forme donc le vœu que ce dialogue fasse émerger une vision africaine ambitieuse et concrète, attentive à la diversité de nos pays et aux droits de nos populations.

Je souhaite que nos échanges renforcent la coopération, rapprochent les données des décisions. Et donnent une place pleine et entière aux jeunes femmes et aux jeunes hommes dans la définition des politiques qui les concernent.

Au nom du gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, je vous souhaite des travaux fructueux, des échanges de qualité et des décisions à la hauteur des attentes de nos populations. Sur ces mots, je déclare ouvert le dialogue continental de haut niveau sur l'avenir démographique de l'Afrique.

Je vous remercie.